

Vers un nouveau discours

« À nous aussi, (...), conte ses aventures », ou les enseignements d'Homère sur la complexité

par Patrick Love, Direction des relations extérieures
et de la communication (PAC) de l'OCDE

L'Atelier sur la complexité et l'action publique organisé en septembre 2016 par l'équipe de l'OCDE responsable des Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC), en partenariat avec la Commission européenne et l'Institut pour la nouvelle pensée économique (Institute for New Economic Thinking, ou INET), a notamment donné lieu à une réflexion sur la façon de construire un récit autour de la complexité. Comme l'a fait remarquer un participant, « L'économie de la complexité » n'est pas un titre des plus palpitants, sauf (peut-être) pour les spécialistes du domaine. Et pourtant, « récit » faisait partie des termes récurrents de cette réflexion, tout comme « s'orienter » parmi des notions complexes. Si l'on ajoute à cela le plaidoyer en faveur de la modestie que Lex Hoogduin a rédigé dans son article pour *OECD Insights* et prononcé à l'occasion du débat, je pense que nous pourrions tirer quelques enseignements d'un expert du récit, de l'orientation et de la modestie : le poète Homère.

L'*Iliade* et l'*Odyssée* s'ouvrent toutes deux sur des demandes semblables adressées à la Muse pour qu'elle conte les aventures du héros, à une différence notable près, toutefois : dans l'*Iliade*, on la prie de narrer la colère d'Achille, l'épopée qui suit prenant la forme d'un récit plus ou moins chronologique situé sur une dizaine de jours à la fin de la guerre de Troie ; dans l'*Odyssée*, en revanche, le poète suggère à la déesse de débiter le récit où bon lui semble. Cette différence pourrait notamment s'expliquer, de notre point de vue, par le fait que l'*Iliade* est un récit linéaire dans lequel les événements s'enchaînent de façon logique, chacun étant le déclencheur du suivant, tandis que l'*Odyssée* épouse un schéma complexe, caractérisé par des sauts de narration tous azimuts dans le temps et dans l'espace, et par l'influence mutuelle qui s'exerce, souvent de manière inattendue, entre des événements éloignés les uns des autres.

Le point de départ d'un récit complexe détermine ce qu'on décrit et, dans une certaine mesure, la façon dont on le décrit. Si, par exemple, on commence à expliquer la crise financière par l'effondrement de Lehman Brothers, le récit sera raconté d'une certaine manière. Si l'on se place quelques années plus tôt au moment de la déréglementation du marché, le récit n'aura pas la même physionomie. Remontons jusqu'à l'abandon du principe de responsabilité illimitée des parties prenantes, et une intrigue encore différente, qui se noue autour d'une autre série de protagonistes, devient possible. Quel que soit le point de départ choisi, on raconterait la véritable histoire de la crise financière, mais ce récit ne serait pas le seul envisageable. Par conséquent, lorsqu'on relate un récit complexe, il faut décider d'abord de ce qu'on souhaite faire retenir au public, puis de la combinaison optimale d'éléments, disponibles à l'infini, qui permettrait au public de comprendre les enjeux et d'accepter un plan d'action.

Homère nous enseigne aussi qu'un récit simple peut faire intervenir un point de vue divin, par exemple lorsqu'Achille contemple le bouclier que lui a forgé le dieu Héphaïstos. Dans l'*Odyssée*, le narrateur ne dispose pas d'une telle vision, et fait d'ailleurs lui-même partie intégrante de l'histoire, dont il influence l'issue. Eric Beinhocker, de l'INET, qui a co-organisé l'Atelier NAEC sur la complexité et l'action publique, établit un parallèle avec les théorèmes d'incomplétude de Gödel, indiquant qu'il peut s'avérer impossible pour un agent intégré au système d'avoir accès aux informations dont aurait connaissance un agent extérieur au système bénéficiant d'un point de vue divin.

Une fois qu'on a décidé du message que l'on veut exprimer, et choisi un moyen pour l'exprimer, demeure la question de savoir comment exprimer ce message. Les spécialistes de l'action publique, à l'instar des experts d'autres domaines, justifient souvent la médiocrité de leur communication par le fait que la complexité du sujet abordé interdirait sa vulgarisation. Voici un extrait de la critique de la cosmologie newtonienne faite par Einstein dans son ouvrage *La théorie de la relativité restreinte et générale* : « Si l'on pose la question : comment l'univers peut être considéré comme un tout, la première réponse qui se présente est celle-ci : le monde est infini sous le rapport de l'espace (et du temps). Partout il y a des étoiles, de

sorte que la densité de la matière est certes différente en détail, mais en moyenne elle est partout la même. En d'autres termes : Si loin qu'on voyage à travers l'espace de l'univers, il se trouve partout une multitude éparse d'étoiles fixes à peu près du même genre et de la même densité. »

À peu près n'importe quel adulte ou jeune sachant lire peut saisir le propos d'Einstein, quelle que soit la complexité du sujet. Voici, par comparaison, l'explication d'un concept économique fondamental donnée par l'OCDE : « (...) les différences de coût relatif qui définissent l'avantage comparatif, et sont à l'origine du commerce, s'annulent lorsqu'on atteint l'équilibre dans une situation de libre-échange. Autrement dit, dans la situation d'équilibre commercial représentée sur le graphique 1.2, chacun des deux pays se situe au point de sa courbe des possibilités de production où la pente est égale au prix relatif commun au niveau mondial. Par conséquent, à l'équilibre dans une situation de libre-échange, un avantage comparatif ne peut être mis en évidence à partir des coûts marginaux relatifs. » Après avoir lu cette explication, êtes-vous capable de dire si son auteur est pour ou contre le libre-échange ?

Il est frappant de constater que dans d'innombrables domaines, les plus éminents spécialistes sont aussi les plus farouches défenseurs de la simplicité. Lors du Congrès international des mathématiciens de Paris, en 1900, David Hilbert a dressé le programme des mathématiques pour le xx^{ème} siècle en présentant une liste de 23 problèmes non résolus. Hilbert soutenait l'idée selon laquelle « une théorie mathématique ne doit être regardée comme parfaite que si elle a été rendue tellement claire qu'on puisse la faire comprendre au premier individu rencontré dans la rue ». Le génie des mathématiques Alan Turing allait encore plus loin dans la provocation, affirmant qu'aucune méthode mathématique ne pouvait servir à résoudre un quelconque problème si elle impliquait un grand nombre de calculs (Turing avait écrit un article sur la calculabilité sans recourir à la moindre équation, en développant ses explications à partir de représentations de casse-tête en vente dans les magasins de jouets).

On peut tirer un dernier enseignement d'Homère, qui réside dans le caractère de ses personnages : Achille est arrogant,

immature, impulsif et égocentrique (il est qualifié de « plus brave de tous les Achéens », ce qui donne à réfléchir sur la valeur de ses compatriotes), et il est fort et doué pour tuer mais finit lui-même par succomber ; Ulysse est intelligent et persuasif, il fait preuve de modestie et écoute les conseils, il s'inquiète pour autrui, et il surmonte les épreuves pour regagner Ithaque et retrouver Pénélope. Dans un monde complexe, tel qu'on le connaît aujourd'hui ou tel que le décrit Homère, la stratégie et l'ingéniosité donneront de meilleurs résultats que la force brute. D'ailleurs, le poète ne demande pas seulement à la déesse de conter les aventures d'Ulysse « en commençant où elle voudra » : il lui demande de les conter « à lui-même et ses contemporains aussi ».

Liens utiles

L'article original publié sur le site *OECD Insights*, accompagné de liens et d'informations complémentaires, se trouve ici : <http://wp.me/p2v6oD-2Ed>.

La série complète d'articles peut être consultée à cette adresse : <http://oecdinsights.org/?s=NAEC+complexity>.

Vers un nouveau discours à l'heure de la complexité

par Eric Beinhocker, Directeur exécutif, The Institute for New Economic Thinking at the Oxford Martin School

Si 2008 a été l'année de la crise financière, 2016 a été celle de la crise politique. Nous avons en effet assisté à l'effondrement de la dernière des quatre grandes idéologies économique-politiques ayant dominé le xx^e siècle que sont le nationalisme, le pragmatisme keynésien, le socialisme et le néolibéralisme. Dans les années 70 et 80, le centre-droit a renoncé, dans un grand nombre de pays, au keynésianisme pour se tourner vers le néolibéralisme. Dans les années 80 et 90, le centre-gauche l'a suivi, abandonnant dans une large mesure le socialisme démocratique au profit d'une version plus souple du néolibéralisme.

Pendant quelques décennies, nous avons pensé que les jeux étaient faits, et que les batailles politiques, dans la plupart des pays de l'OCDE, se déroulaient entre des partis du centre-droit et du centre-gauche s'affrontant sur un terrain politique étroit tout en étant largement d'accord sur des thèmes comme le libre-échange, les avantages de l'immigration, la nécessité d'avoir des marchés efficaces et souples et le rôle positif de la finance mondiale. Ce consensus a été conforté par des institutions internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE, ainsi que par l'élite du monde politique et du monde des affaires se réunissant régulièrement à Davos.

En 2008, ce consensus a été ébranlé, et l'année dernière, il a volé en éclats. Certains se raccrocheront à l'idée qu'il peut renaître. Ils prétendront qu'il suffit simplement de le défendre plus résolument, que les faits finiront par leur donner raison, que l'on exagère l'ampleur de la vague populiste, qu'en réalité, tout s'explique par l'immigration, que le Brexit se soldera par un compromis, que Clinton a remporté plus de voix que Trump, et que sais-je encore, mais ils se bercent d'illusions. De vastes pans de l'électorat ont perdu la foi dans le consensus néolibéral, dans les partis politiques qui le portent et les institutions qui l'ont promu. Il en résulte un vide

idéologique comblé par de vilaines idées recuites, qu'illustrent notamment le regain de nationalisme aux États-Unis et dans un certain nombre de pays d'Europe et une renaissance de la gauche socialiste dure dans quelques pays.

L'Histoire nous enseigne que les mouvements populistes peuvent conduire au désastre ou être vecteurs de réforme. Le désastre est assurément un scénario plausible désormais, synonyme d'un risque de démantèlement de la co-opération internationale, de conflit géopolitique et de mise en œuvre d'une politique économique catastrophique. Remonter le temps peut toutefois aussi nous amener à tenter de comprendre par exemple comment, aux États-Unis au début du xx^e siècle, Teddy Roosevelt s'est servi du mécontentement populaire pour ouvrir une période de réformes et de progrès majeurs.

Comment faire alors pour éviter le désastre en empruntant plutôt la voie de la réforme ? Il nous faut tout d'abord écouter. Les mouvements populistes rassemblent certes quelques racistes, xénophobes, individus dont la raison s'est simplement égarée, et d'autres aussi, qui doivent être condamnés sans concession, mais ils drainent également des personnes normales qui en ont assez d'un système les laissant au bord du chemin, qui ont vu leur niveau de vie stagner ou décliner, qui se trouvent dans des situations précaires, acculées à vivre au jour le jour, et qui pensent que leurs enfants s'en sortiront moins bien qu'elles. Leurs problèmes ne sont pas simplement d'ordre économique, ils sont également d'ordre social et psychologique. Privés de leur dignité et du respect qui leur est dû, ces individus sont animés d'un profond besoin d'identité et d'appartenance.

Ils estiment – à tort ou à raison – qu'ils ont respecté les règles du jeu alors que d'autres, au sein de la société, les ont bafoués et qu'ils en ont été récompensés. Ils pensent en outre que leurs dirigeants et leurs institutions politiques sont profondément coupés de la réalité qui est la leur, qu'ils sont indignes de leur confiance et ne servent que leurs intérêts propres. Enfin, ils se sentent otages de forces puissantes anonymes que sont la mondialisation, le progrès technologique, les banques errantes et les grandes entreprises sans

visage. Le slogan populiste le plus repris a été « reprendre le contrôle ».

Après avoir écouté, nous devons apporter des réponses nouvelles, imaginer des politiques et des scénarios inédits permettant aux individus d'avoir des conditions de vie meilleures et plus sûres, de bénéficier d'une juste part de la prospérité de la nation à laquelle ils appartiennent, de mieux maîtriser la conduite de leur existence, d'avoir un sentiment de dignité et de respect, de se voir appliquer des règles qui soient les mêmes pour tous afin de rétablir le contrat social, et enfin d'être sûrs que les avantages procurés par l'ouverture et la coopération internationale leur reviennent, au lieu d'être réservés à l'élite, et que les pouvoirs publics, les entreprises et les banques agissent dans leur intérêt, plutôt que l'inverse.

C'est pourquoi il nous faut fabriquer une nouvelle pensée économique. C'est pourquoi aussi l'initiative NAEC est si importante. L'OCDE a commencé, bien avant la plupart des instances homologues, à prendre à cœur les inégalités économiques et la stagnation, et elle a produit certaines des meilleures données et analyses sur ces sujets. Elle a mené des travaux pionniers sur des métriques de substitution du PIB, destinées à apporter un éclairage sur la manière dont les individus vivent réellement, sur le bien-être. Elle s'emploie activement à forger de nouveaux modèles de croissance inclusive et écologiquement viable. Elle est à l'origine d'initiatives dans les domaines de l'éducation, de la santé, des villes, de la productivité et des échanges ainsi que dans bien d'autres domaines essentiels pour bâtir un nouveau discours.

Il nous faut également combler des manques. Les modèles économiques rationnels sont de peu d'utilité face aux problématiques évoquées, et une maîtrise plus approfondie de la psychologie, de la sociologie, des sciences politiques, de l'anthropologie et de l'histoire est nécessaire. La communication est un aspect tout aussi fondamental : les ministères sont certes attachés à la publication de rapports volumineux, mais les discours, les scénarios, les supports visuels et autres représentations sont indispensables pour faire évoluer la réflexion dans les médias et dans l'opinion publique.

À quoi pourrait ressembler ce nouveau discours ? J'ai l'espoir que, même à l'ère de la post-vérité, il sera fondé sur les meilleures données factuelles et scientifiques disponibles. Je pense qu'il se déclinera en quatre volets :

- Un nouveau scénario de croissance.
- Un nouveau scénario d'inclusion.
- Un nouveau contrat social.
- Un nouvel idéalisme.

On ne réfléchit pas suffisamment sur ce dernier point. Les périodes de progrès sont généralement portées par un idéalisme, des projets communs qui fédèrent les aspirations de tous. Le populisme procède d'une logique à somme nulle : le dirigeant populiste va m'aider à obtenir une plus large part d'un gâteau d'une taille définie. L'idéalisme procède d'une logique à somme positive : on peut faire de grandes choses ensemble. L'idéalisme est l'antidote le plus puissant contre le populisme.

L'économie se définit elle-même comme une science amoral et impartiale, mais les êtres humains sont des créatures douées d'une morale. Nous devons replacer la morale au centre de l'économie afin que les individus s'y reconnaissent et qu'ils aient confiance en elle. D'aucuns pourraient se demander si c'est là un terrain sur lequel l'OCDE doit s'aventurer, mais l'Organisation a été créée pour « promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde » et offrir aux gouvernements un forum où ils peuvent « chercher des solutions à des problèmes communs ». Ces considérations auront un impact gigantesque sur le bien-être des individus partout dans le monde pendant les prochaines décennies et posent sans aucun doute un problème partagé.

J'espère donc que l'OCDE continuera, que ce soit dans le cadre de l'Initiative NAEC ou d'autres initiatives, de jouer un rôle de catalyseur de la nouvelle pensée économique, pas seulement au sens technique étroit du terme, mais au sens large, autrement dit qu'elle contribuera à la construction d'une nouvelle vision plaçant

l'humain au centre de l'économie. Nous sommes véritablement à un point de bascule sur le plan historique, et il se peut que nous fassions un grand pas en avant, ou un grand pas en arrière. Nous devons donc absolument avancer tous ensemble.

Liens utiles

L'article original publié sur le site *OECD Insights*, accompagné de liens et d'informations complémentaires, se trouve ici : <http://wp.me/p2v6oD-2NH>.

La série complète d'articles peut être consultée à cette adresse : <http://oecdinsights.org/?s=NAEC+complexity>.

Dire toute la vérité à l'ère de la post-vérité

par Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE et Sherpa pour le G20

En 2016, à la surprise de beaucoup d'entre nous, le dictionnaire Oxford a choisi comme mot de l'année « post-vérité », lequel fait référence à des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence sur l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles. Cela va à l'encontre du fondement de l'OCDE, « chantre des meilleures pratiques » dont les travaux et analyses s'appuient sur des statistiques de qualité et des données empiriques fiables. Alors, comment en sommes-nous arrivés là, et que cela signifie-t-il pour nos démocraties ?

En ma qualité de Sherpa de l'OCDE pour le G20, j'ai été témoin de l'évolution de ce qui était au départ une crise financière en une crise économique et, plus récemment, après huit années de croissance faible et de reprise très lente, en une crise politique caractérisée par la défiance à l'égard des institutions que nous avons bâties pendant de si nombreuses décennies. Ce qui est manifeste aussi, c'est que les valeurs d'ouverture, d'assistance mutuelle et d'intégration internationale sur lesquelles l'OCDE a été fondée sont remises en question.

Une raison à cela est que, si nous avons dit « la vérité et rien que la vérité », nous n'avons pas dit « toute la vérité ». De la même façon que les personnes qui s'enferment peu à peu dans des sphères médiatiques et des réseaux sociaux qui ne leur fournissent que les informations et points de vue qui leur conviennent, c'est bien volontiers que nous avons eu recours à des modèles économiques fondés sur des faits quantitatifs rassurants sur, entre autres, le PIB, le revenu par habitant, les flux commerciaux, la répartition des ressources et la productivité. Ces modèles économiques classiques n'ont pas anticipé le niveau de mécontentement créé par les résultats irréguliers qu'ils produisaient, qui ont prévalu pendant de si nombreuses années.

Nos « vérités » n'ont pas appréhendé les dimensions très pertinentes qui éclairent les décisions individuelles (y compris les

choix politiques récents), en particulier celles qui sont immatérielles ou qui représentent des concepts non mesurables. C'est pourquoi des enjeux aussi importants que la justice, la confiance ou la cohésion sociale n'ont tout simplement pas été pris en considération dans les modèles. D'ailleurs, l'économie néolibérale nous a appris que les individus sont des êtres rationnels, et qu'ils prennent toujours les meilleures décisions en fonction des informations dont ils disposent pour optimiser leur utilité. Et que l'accumulation de choix rationnels donne les meilleurs résultats au niveau agrégé. Dans ce modèle, il n'y a pas de place pour l'émotion ni pour des concepts comme l'équité ou le ressentiment.

Le populisme, le rejet de la mondialisation, appelez-les comme vous voudrez, prennent acte de ces émotions. Nous devrions le faire également, d'autant que nous connaissons en réalité les données et les faits qui sont à l'origine de ces sentiments. Je fais référence à l'accroissement des inégalités de revenu et de résultats constaté dans presque toutes les économies de l'OCDE avant même le début de la crise, et que la crise a accentué.

Si nous regardons au-delà des moyennes et du PIB par habitant pour nous intéresser à l'effet de nos décisions économiques sur la distribution des richesses, par exemple, le bilan est désastreux. Dans les pays de l'OCDE, près de 40 % des individus dans le dixième inférieur de la distribution des revenus (et 60 % dans mon propre pays, le Mexique) n'ont pas vu leur situation s'améliorer ces dernières décennies. En outre, les catégories à faible revenu cumulent les handicaps, leur situation initiale ne leur permettant pas d'accéder à une éducation et des soins de qualité ni à des emplois gratifiants, tandis que s'offrent à leurs enfants de sombres perspectives d'avenir, avec moins de chances d'améliorer leur sort. À l'OCDE, nous avons confirmé ce phénomène. Nos données montrent que les enfants dont aucun des deux parents n'a fait d'études supérieures ont quatre fois moins de chances d'atteindre le premier cycle du secondaire. Ils risquent en outre d'être en moins bonne santé, d'occuper des emplois moins gratifiants et de gagner moins. Ils sont enfermés dans un cercle vicieux de dénuement.

Même les classes moyennes, définies de manière plus ou moins approximative dans les pays de l'OCDE, appréhendent leur avenir et

celui de leurs enfants. Elles aussi se sentent trahies et sont en colère parce que, même en travaillant dur, en épargnant et en faisant tout ce qui est censé leur garantir une vie agréable, elles voient que seule une petite élite accède à la réussite tandis qu'elles sont elles-mêmes laissées pour compte. Il n'est pas surprenant qu'elles soient attirées par des solutions qui font écho à leurs émotions et qui leur donnent semble-t-il de l'espoir.

Dans ce contexte, que doit faire une organisation comme l'OCDE, qui s'emploie à fournir des conseils stratégiques fondés sur des données factuelles ? D'abord, nous devons dénoncer toute déformation délibérée des faits et des réalités. Même si les personnes qui profèrent ces mensonges le font sans le savoir, cela ne les dispense pas de vérifier les informations. La présentation d'un point de vue fondé sur un mensonge par omission ou à dessein devrait être reconnue en tant que telle et ne pas rester incontestée à l'ère de la « post-vérité ».

Ensuite, au lieu de défendre notre sélection de faits, nous devons admettre qu'ils étaient eux aussi faussés, et que, dans bien des cas, ils exprimaient des idées préconçues sur la façon dont fonctionne l'économie, lesquelles se sont révélées fausses. Pour restaurer la confiance dans les faits que nous produisons afin d'expliquer des phénomènes sociaux et économiques, nous devons nous assurer qu'ils représentent vraiment la réalité dans son ensemble et apporter des solutions viables. Peut-être devrions-nous commencer, comme l'a déclaré le Chef statisticien de l'OCDE, « par mesurer ce qui nous est cher, et non par chérir ce que nous mesurons ».

Nous devons surtout comprendre que les enjeux économiques ne sont pas simplement économiques. C'est pourquoi l'initiative de l'OCDE relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) favorise une approche multidimensionnelle du bien-être des individus, avec des éléments tangibles et non tangibles (y compris les émotions et les perceptions) qui méritent tous d'être pris en considération. Le programme du NAEC est ambitieux : il affirme en effet la nécessité d'une nouvelle logique de croissance qui reconnaisse la complexité du comportement humain et des institutions. En outre, il met à contribution la sociologie, la psychologie, la biologie, l'histoire

et d'autres disciplines pour définir cette nouvelle logique et établir des modèles améliorés à même d'éclairer les décisions économiques.

Nous pensions qu'il n'y avait qu'une seule vérité, et nous l'avons défendue sans envisager qu'elle pouvait être imparfaite. Nous avons défini la réalité d'une certaine façon et sommes restés sourds aux critiques faites à nos modèles. Nous étions convaincus, à tort, que les marchés étaient la solution à tous les problèmes.

Nous devrions à mon avis nous rappeler, en tant qu'économistes et responsables de l'élaboration des politiques, que dans *La richesse des nations*, Adam Smith tirait des conclusions à partir non seulement de la méthodologie, mais aussi de l'éthique et de la psychologie qu'il avait étudiées dans *La théorie des sentiments moraux*. Il nous faudra peut-être enrichir nos modèles afin que les résultats répondent aux attentes des individus et nous aident à faire renaître l'élément le plus important dans nos sociétés : la confiance.

Liens utiles

L'article original publié sur le site *OECD Insights*, accompagné de liens et d'informations complémentaires, se trouve ici : <http://wp.me/p2v6oD-2NH>.

La série complète d'articles peut être consultée à cette adresse : <http://oecdinsights.org/?s=NAEC+complexity>.



Extrait de :

Debate the Issues: Complexity and Policy making

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264271531-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Love, Patrick et Julia Stockdale-Otárola (dir. pub.) (2018), « Vers un nouveau discours », dans *Debate the Issues: Complexity and Policy making*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264301672-7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.